

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)

Février 1967 — 5^{me} Année — N° 40

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-23 Marseille

Crimes de guerre

Crimes du capital

« Nous ne pouvons plus laisser faire sans être complices », écrit R. Dumont dans l'article « Pour le Vietnam » ("Le Monde" du 7 Janvier 1967).

« Ne pas être complices », voilà la grande, l'unique préoccupation des intellectuels progressistes en face de l'assassinat du peuple vietnamien.

Connaissant son impuissance fondamentale à agir sur un monde qu'en dépit de toute sa « science » il ne comprend pas, répugnant d'ailleurs à s'organiser pour lutter contre un système basé sur des « valeurs individuelles » auxquelles il est profondément attaché, peu lui importe que sa protestation soit vaine : l'intellectuel bourgeois ne songe qu'à sauver son âme.

Aussi peut-on voir se développer depuis quelque temps une foule de mouvements, se tenir une foule de colloques, se rencontrer une foule de personnalités. Il s'agit d'une mobilisation presque générale de l'intelligence française en faveur du peuple vietnamien. Le but est d'aider à la « prise de conscience du peuple français » qui, si elle se réalisait, contribuerait à la « prise de conscience » de la population mondiale et en particulier américaine — où les partisans de la paix sont actuellement « isolés » — laquelle « prise de conscience » devrait démocratiquement influencer sur les décisions du gouvernement des Etats-Unis.

**

Les moyens sont les plus divers. L'un d'eux consiste à collecter dans toutes les couches de la société une somme d'un milliard destinée à la Croix-Rouge vietnamienne, aux hôpitaux vietnamiens, cibles préférées des chasseurs - bombardiers américains. Un autre est plus original, plus solennel, plus fondamental : il consiste à juger par anticipation les crimes de guerre américains et à désigner nommément les criminels de guerre. C'est le « Tribunal » patronné par deux personnalités européennes de premier plan, deux philosophes, l'Anglais Russell et le Français Sartre.

Or, et c'est ce que constate l'italien Campagnolo, secrétaire général de la Société européenne de culture (« Le Monde », 20 janvier), l'opinion publique fait peu de cas de ce tribunal : « La presse a peut-être été trop

réserve à l'égard du "Tribunal" contre les crimes de guerre au Vietnam", créé à l'initiative de Bertrand Russell. Il n'est pas difficile d'en découvrir la raison ; le titre de la brève note que l'Economist lui a consacrée : Mock Trial la suggère... Procès bouffe, voilà comment le journal de la très sage et très sérieuse bourgeoisie anglaise qualifie l'entreprise de son plus respectable philosophe, et du Français non moins respectable qui a très existentiellement refusé le Prix Nobel. Le « contraste risible entre le programme envisagé et les possibilités effectives », voilà quelle serait selon Campagnolo la raison essentielle du silence et de la gêne de la presse bourgeoise mondiale.

C'est ici que nous, marxistes, ne sommes plus d'accord. Ce qui gêne la bourgeoisie ce n'est nullement le caractère théorique, platonique et illusoire de l'action de ce tribunal. Toute la société bourgeoise repose sur le divorce perpétuel entre la théorie proclamée et la pratique constatée ! Ce qui la gêne précisément, c'est que le « tribunal » prétend fonder son action sur la « législation internationale existante contre les crimes de guerre » telle qu'elle a été formulée au cours des travaux du Tribunal de Nuremberg. Ce qui la gêne c'est qu'on puisse constater que ce Tribunal de Nuremberg n'a servi à rien, lui qui, tenant les « criminels », prétendait, en les sacrifiant à la colère des peuples, prévenir le retour des atrocités sans nom de la seconde guerre mondiale. Ce qui la gêne, ce n'est pas que le tribunal Russell-Sartre mène une comédie de procès, pour tout dire une farce, c'est qu'il aide à prendre conscience de ce que le Procès Nuremberg fut lui-même une bouffonnerie tragique, une fumisterie gigantesque, destinée — en donnant des événements sanglants de la guerre planétaire une explication mythique, celle de la folie hitlérienne, — à assurer le retour à l'ordre, au travail, à l'accumulation du capital, sans que rien n'ait changé de sa parfaite organisation sociale. Ce qui gêne la bourgeoisie c'est que ces incorrigibles bavards de philosophes, dont elle tolère les élucubrations idéologiques irresponsables tant qu'ils demeurent dans le domaine de leur sacro-sainte spécialité, viennent

piétiner les plates-bandes de la politique, cette affaire sérieuse, réservée aux Etats, comme dirait Campagnolo, et se mettent dans l'idée d'évoquer le Tribunal de Nuremberg (qui fut utile, en son temps, il est vrai !) alors qu'est précisément arrivé le temps de l'oublier.

**

Nuremberg ce fut l'affirmation que le fascisme, secrété par le cerveau de l'abominable Adolf Hitler et répandu par une trentaine de disciples pervers, devait être tenu pour responsable de la seconde guerre mondiale et de ses horreurs.

Qu'avec la victoire des démocraties, de la grande démocratie américaine, en particulier, et la punition des coupables, tout retour de telles calamités serait impossible. Tous les Etats du monde, y compris l'Etat « socialiste » de Russie et son parti « communiste » souscrivirent à cette pitoyable interprétation de l'histoire. L'opinion démocratique et progressiste exultait.

(Suite en page 4)

Les postiers entre la stérilité "périodique" et la soumission permanente

Il serait un peu tard pour parler des grèves de fin d'année des postiers — ce que nous n'avons pu faire dans notre numéro de janvier faute de place — si Force Ouvrière, en se livrant à une critique serrée de ces mouvements ne nous incitait à apporter un peu de clarification sur leurs tenants et aboutissants.

Il y a une bonne quinzaine d'années que les Postiers n'ont pas effectué de grèves d'envergure. La dernière en date remonte à 1953 et fut d'ailleurs déclenchée avec une soudaineté qui surprit alors la sainte trinité syndicale. Depuis la corporation, seule ou en compagnie de ses homologues de la « Fonction Publique », s'est bornée à effectuer consciencieusement deux ou trois grèves annuelles de 24 heures sans remporter de succès notable sur l'un quelconque des objectifs de leur abondant programme revendicatif. Toutefois, en sus de ces manifestations platoniques sur le plan na-

tional, les sections C.G.T. des bureaux-gares se sont particulièrement consacrées, chaque année, aux « revendications de la période ». La « période », dans le jargon postal, c'est le moment de grand trafic des fêtes de fin d'année. L'effort et l'assiduité qui sont alors exigés des Postiers s'avèrent d'autant plus pénibles qu'ils se situent à une époque de l'année où, précisément, le commun des mortels festoie. Cette « injustice » est particulièrement ressentie des jeunes qu'elle prive des joies du « réveillon ». Telle est l'amère ironie de cette société aliénée qui admet sa présence au travail 60 heures par semaine et la trouve intolérable le jour où les autres ne font rien ! Quoi qu'il en soit, la C.G.T. a su habilement exploiter ce sentiment de frustration et, dans les bureaux-gares, a centré l'essentiel de son action sur la revendication de quelques jours de congé supplémentaires : les « compensations ».

(Suite en page 4)

Le congrès du streap-tease

L'accord P.C.F. - Fédération a été signé juste à temps pour que le XVIII^e Congrès puisse célébrer l'« événement » dans l'allégresse. Il serait facile d'ironiser sur cet aboutissement des « efforts unitaires » persévérants du P.C.F. : tout cet énorme battage sur le fameux programme commun, toutes ces rodomontades sur le refus de s'allier, même indirectement, aux « jiefés réactionnaires » du Centre démocrate pour en venir à ce mesquin maquignonnage électoral où, sans rien céder et en se payant même le luxe de faire énumérer dans l'accord les points de... désaccord (clin d'œil à la clientèle électorale « anti-communiste » : attention, c'est bien nous qui roulons le P.C.F. !), la Fédération obtient l'appui électoral du P.C. au second tour des élections... Ce serait facile, mais à quoi bon ?

Le P.C.F. joue consciencieusement le rôle de larbin de la gauche démocratique qui est le sien depuis trente ans. Au fil des années, les pudeurs se sont émoussées, la rhétorique politique s'est débarrassée des bribes de langage révolutionnaire, voilà tout. Nous nous garderons donc de perdre trop de place à analyser les flots oratoires de ce Congrès. C'était le Congrès de l'« ouverture », en a dit Aragon. Pour nous, ce serait plutôt celui du « streap-tease » : on s'y est dépouillé des derniers oripeaux staliniens et le P.C.F. est apparu pour ce qu'il est vraiment.

Un parti nationaliste, farouche partisan de la grandeur française : quoi de plus normal pour d'anciens ministres de la

Reconstruction Nationale gaulliste !

Un parti pacifiste, le dernier sans doute à ne pas s'être aperçu que l'impérialisme, lui, ne l'est pas, qu'il le prouve aujourd'hui au Vietnam comme il l'a prouvé hier dans la seconde guerre mondiale et comme il le prouvera sur une aussi vaste échelle demain, si les pacifistes réussissent à endormir le prolétariat. Qu'attendre d'autre des partisans de la « coexistence pacifique » (c'est-à-dire du statu-quo impérialiste établi par les grandes puissances capitalistes à Yalta et à Potsdam) et du développement des échanges commerciaux, c'est-à-dire de la concurrence sur le marché mondial ?

Un parti nationaliste et pacifiste, donc, c'est-à-dire un parti belliciste en puissance, pourvu qu'il s'agisse d'une guerre impérialiste et non d'une guerre de classe, tant il est vrai qu'il n'est pas de pire va-t-en-guerre, en temps de guerre, qu'un pacifiste en temps de paix : que voulez-vous que fassent d'autre les héros patriotiques de la Résistance ?

Un parti de ministériels, prêt à toutes les abjurations et à toutes les courbettes pourvu qu'on lui laisse l'espoir de pouvoir un jour « prendre ses responsabilités », c'est-à-dire recevoir quelques portefeuilles ministériels. Qu'attendre d'autre d'anciens ministres de de Gaulle, d'un parti qui n'a pas ressenti comme une gifle les condoléances du Général à la mort de Thorez, mais s'est trouvé honoré qu'on reconnaisse ses mérites dans le rétablissement de l'union nationale ?

Un parti de démocrates convaincus qui supplie qu'on le croie enfin lorsqu'il jure qu'il a renoncé au « parti unique », qu'il respectera toujours ses frères en socialisme (Guy Mollet, le gérant, loyal mais attaché, du colonialisme français et Mitterand, homme à tout faire de la IV^e et ex-premier flic de France), que le Parlement est la plus haute conquête de la civilisation et que la « dictature du prolétariat » n'est rien d'autre qu'un bon Parlement.

Un parti « raisonnable » qui se réjouit des « grandes actions ouvrières » actuelles, les grèves de 24 heures avec préavis, quémande les subventions du gouvernement « des monopoles » pour les syndicats, et rêve d'une participation de ceux-ci à la gestion des entreprises nationalisées. Un parti de facétisme "mou", en somme : quoi d'étonnant chez ceux qui, à la Libération, invitaient les ouvriers à retrousser les manches ?

Un tel parti est le frère de ceux de Wilson ou de Nenni, le descendant de celui de ces démocrates assassins - bien avant Hitler ! - de la révolution allemande : les Kautsky, Noske et Scheideman. C'est un parti d'ordre, un parti de conservation sociale : un parti anti-communiste !

Une erreur de transmission postale nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro un article sur la "révolution culturelle" chinoise.

Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

Les premières années de la dictature du prolétariat en Russie

Cette réunion se tiendra le samedi 4 mars, à 20 h. 30.

au siège du journal :

7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS

SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

PARTI ET SYNDICATS (IV)

La déviation syndicaliste et réformiste en occident

Si Lénine eut une rude lutte à mener en Russie contre l'économisme et le spontanéisme (1), les déviations syndicalistes en Occident ne furent pas moins dangereuses, mais elles ne furent nullement combattues aussi énergiquement qu'en Italie. C'est pourquoi nous relaterons surtout cette lutte, partie intégrante du patrimoine d'expériences du prolétariat mondial certes moins connue que l'expérience russe, mais tout aussi digne de figurer dans une étude conduite selon la méthode historique et dans la vision internationale qui nous sont propres.

Après la répression sanglante qui suivit la défaite de la commune de Paris, le mouvement ouvrier reste désorganisé pendant près de dix ans. La reprise, qui fut lente, commence par les premières tentatives, encore timides, d'associations ouvrières desquelles renaitra le parti prolétarien, après des heures politiques et au prix d'une rude sélection de forces. C'est néanmoins à la fin du XIX^e siècle et dans les premières années du XX^e que les groupements issus des multiples scissions qui ont eu lieu entre 1880 et 1882 radicalisent leurs positions de départ, tandis que l'organisation syndicale grandit et que se succèdent les grèves des catégories les plus variées. C'est alors aussi que le syndicalisme révolutionnaire grandit et prédomine dans le mouvement ouvrier français. Ses caractéristiques peuvent être réduites à une seule : **libérer le mouvement ouvrier de l'influence néfaste de la politique, le détacher de son parti de classe.** Ce qui compte, aux yeux de ce courant, c'est une puissante organisation syndicale des ouvriers destinée à se substituer à la bourgeoisie au moyen de la grève expropriatrice et à réorganiser l'économie. Un de ses animateurs, Fernand Pelloutier, prêche déjà le **contrôle ouvrier**, vingt-cinq ans avant les ordonnances italiennes...

Cette pseudo-gauche syndicaliste apparaît également en Italie. Elle se manifeste au Congrès de Bologne (avril 1904) et sort du Parti en juillet 1907 pour fonder l'Union syndicale italienne. Néanmoins, un syndicalisme réformiste apparaît également dans le Parti, qui, tout aussi ouvrier et spontanéiste que le précédent, affirme au X^e Congrès du Parti que « les organisations économiques ne peuvent plus être sous la dépendance du Parti socialiste ». Bien qu'elle ne fût pas d'une parfaite orthodoxie marxiste, la Fraction intransigeante du parti combat ce courant et définit correctement le rapport existant entre Parti et Syndicat : « Nous devons avoir le plus grand respect des intérêts immédiats défendus par la Confédération générale du travail, mais nous sommes Parti socialiste et les conceptions qui guident notre action doivent être telles que la moindre subordination de nos grands buts idéaux aux divers nécessités momentanées (...) soit impossible... Un seul programme, un seul principe, une seule méthode, une seule discipline pour tous les socialistes ».

Plus tard, en 1913, l'extrême gauche du parti socialiste italien définit comme suit la fonction du parti et des syndicats :

« Les organisations professionnelles représentent le premier degré de développement de la conscience de classe qui prépare le prolétariat au socialisme. Elles recrutent tous les travailleurs qui, sans être encore socialistes, visent l'amélioration de leurs conditions de vie. Le devoir du parti socialiste est de seconder de toutes ses forces l'organisation économique des masses. Il a le devoir tout aussi élémentaire et urgent de mener, parallèlement à son effort d'organisation des travailleurs dans les syndicats de métier, une propagande socialiste intense, afin que les masses ressentent de façon toujours plus impérieuse, la solidarité de tous les exploités et aspirent à l'émancipation totale et que ce qui n'est encore que le rêve ardent de rares désireux devienne demain un désir conscient des multitudes ». (Avanti ! 30-1-1913 - Parti socialiste et organisation ouvrière).

La même année, dans l'Avanguardia, organe des jeunes socialistes, on trouve un appel au Parti à prendre la voie juste en matière syndicale, qui n'est ni celle des syndicalistes, ni celle des réformistes :

« Il semble malheureusement que, même après la victoire des révolutionnaires (NDT : au sein du parti lui-même), le Parti ne veuille pas... se pénétrer de la nécessité de faire pression sur les

organisations prolétariennes pour leur donner une direction plus conforme à la véritable lutte de classe. On dirait qu'entièrement absorbés par la préparation des élections (sic !), les socialistes ne se préoccupent pas du fait que la vie syndicale est aujourd'hui dépourvue de toute vigueur, amorphe et incolore, culminant dans l'échange hebdomadaire d'invectives entre deux coteries d'organisateur... Réduite aux manifestations syndicales purement économiques, l'action prolétarienne est insurrectionnelle jusqu'à un certain point, mais elle s'endort, une fois conquis certains avantages qui, en dernière analyse, ne réussissent pas à entamer les bases du capitalisme, mais en constituent au contraire une manifestation nécessaire. Le principe d'une révolution des formes sociales de la production trouve indéniablement sa base logique dans les premiers mouvements ouvriers visant une amélioration immédiate, mais il doit se développer et se compléter sur un plan supérieur au plan syndical. C'est là qu'apparaît la nécessité d'un parti politique révolutionnaire de classe. Est-il besoin de dire que politique ne signifie pas seulement électoral ? »

« L'action syndicale est indispensable à la montée du prolétariat pourvu qu'au cours de ses diverses étapes s'y affirme le but politique, posé par le Parti de classe sur le terrain politique. Le parti doit donc être un facteur d'accélération des mouvements ouvriers vers la révolution, et il doit animer l'action ouvrière qui, en elle-même, n'est pas automatiquement révolutionnaire comme le prétendent les syndicalistes, et qui ne doit pas davantage être misérablement neutre, comme le prétendent les réformistes... Nous voulons que les organisations (syndicales) deviennent socialistes, et non qu'elles s'endorment dans l'apolitisme... »

« Treves (représentant de la droite avec Turati, NDT) estime qu'il faut adoucir l'opposition économique en intensifiant l'opposition politique. La formule est au moins équivoque... Elle revient à laisser le capitalisme affairiste des consortiums écraser les organisations prolétariennes. Il n'y a donc rien à « adoucir » : il faut revigorer politiquement la résistance économique, intensifier l'une et l'autre forme d'opposition dont l'har-

monisation est la véritable caractéristique de la lutte de classe conduisant au socialisme » (L'Avanguardia, 15-6-1913 - La grève de Milan).

La gauche du socialisme italien sut également affronter la fameuse question de l'unité de la classe ouvrière, paravent de l'opportunisme de toutes les époques, montrant en particulier qu'en France, dans les rapports entre Parti socialiste et C.G.T. « le fétichisme de l'unité prolétarienne » étouffait « la liberté de critique socialiste » :

« Tout comme le Parti socialiste français laisse échapper l'occasion de prendre l'organe syndicaliste en flagrant délit d'abandon des buts révolutionnaires dont elle se vante, les socialistes italiens nous semblent trop indulgents à l'égard du corporatisme dont notre Confédération du Travail est imprégnée, par peur d'entamer une unité fragile. Que les socialistes doivent favoriser le développement et la montée d'un mouvement de résistance qui ne peut avoir la force nécessaire sans encadrer un nombre croissant d'ouvriers, personne ne le met en doute. Mais tout en favorisant le développement des organisations économiques, nous, socialistes, nous ne devons pas les considérer comme des fins en soi, mais bien comme des moyens pour la propagande et la réalisation du socialisme. Voilà pourquoi notre point de vue ne peut s'identifier avec celui des dirigeants du mouvement ouvrier qui, tout comme les syndicalistes d'ailleurs, considèrent le syndicat comme le but ultime et qui, se préoccupant exclusivement de son développement et donc de sa conservation, ne sont pas disposés à le compromettre dans des luttes dépassant les objectifs immédiats des différentes catégories. On nous objectera que tous les chefs de la C.G.T. sont socialistes : nous croyons que c'est un danger pour le Parti plutôt qu'autre chose (dès lors qu'ils réclament l'indépendance). (Avanti ! 1-8-1913 : L'Unité prolétarienne). On chercherait vainement dans la presse socialiste française de la même époque une définition aussi nette de l'activité révolutionnaire du parti que celle qu'on trouve plus loin dans le même article : « Aujourd'hui, le Parti aurait le devoir de revenir à la propagande pour

rendre aux masses une conscience socialiste. Il devrait réagir contre l'indépendance qu'affecte la principale organisation ouvrière (la C.G.T.) et défendre résolument non seulement la méthode intransigeante de l'action politique du prolétariat, mais aussi une tactique plus socialiste et moins corporative dans l'organisation économique. Faute de quoi notre attitude révolutionnaire... manquera de ses bases logiques. Nous ne disons pas que le Parti doit prendre position contre la fameuse unité, mais nous ne voulons pas que cette formule serve à altérer sa position à l'égard du syndicat, position qui devrait être résolument opposée tant au syndicalisme révolutionnaire qu'au réformisme aujourd'hui dominant dans la C.G.T... L'unité comme obligation de subir en silence toutes les oscillations de la tactique confédérale et son électisme politique, et comme renonciation à la liberté de critique à l'égard du mouvement syndical ; une unité qui nous empêcherait de faire un seul pas en avant dans l'action avant d'être sûrs de ne rien déranger dans le réseau compliqué des coopératives et corporations ouvrières, une telle unité ne peut être un programme : ce n'est qu'une expression ambiguë et équivoque que les socialistes révolutionnaires devraient approfondir et élucider au lieu de l'accepter les yeux fermés » (id.).

L'accent est mis sur le parti, non sur les organisations prolétariennes, ou sur les masses : la classe suppose le parti. C'est sur cette base programmatique que la gauche socialiste d'Italie défendra la révolution contre toutes les tentatives chimériques de « blocs » et de « fusions », et c'est dans ce principe de la prééminence du parti qu'elle puisera la force de constituer un parti communiste digne de ce nom (ce ne fut pas le cas en France) sur les ruines de la section italienne de la III^e Internationale.

A la veille de la crise finale du vieux parti socialiste c'est encore ce principe de la prééminence du parti qui est en effet au centre de la lutte violente que les marxistes Italiens du Soviet mènent contre la « droite » défendue à outrance par la Confédération générale du Travail : « Nous ne sommes pas de ceux qui jugent du réformisme ou du révolutionnarisme d'une organisation au fait qu'elle obtient ou

non quelques sous d'augmentation sur les salaires... Nous ne voyons pas la révolution dans l'œuvre du syndicat, mais dans l'œuvre politique du parti du prolétariat. Voilà pourquoi nous n'approuvons ni l'orientation de la C.G.T. (réformiste) ni celle de l'Union syndicale (syndicaliste). Ce que nous attendons de l'organisation syndicale, c'est la position suivante : les syndicats de métier remettent au parti prolétarien la direction suprême de la lutte sociale et politique de la classe ouvrière ; ils déclarent que celle-ci a pour but le renversement du capitalisme au moyen de la conquête violente du pouvoir politique par son organisation politique de classe, le parti. Cette délégation absolue nous suffirait, parce que nous ne reconnaissons pas au syndicat économique d'autres possibilités révolutionnaires que celle-là ». A l'objection que le parti est alors tout autre que révolutionnaire (on est en 1919 !), la gauche marxiste italienne répond qu'on « ne peut y remédier que sur la base de l'action politique ». Par contre : « en créant une antithèse entre mouvement politique et mouvement syndical, même avec des intentions révolutionnaires, on réussit seulement à encourager l'esprit de catégorie et de décentralisation de l'action, ce qui va contre les intérêts de la révolution. Comme l'exemple de la Russie et des autres pays en révolution le prouve », « le soviétisme n'étant pas une association chaotique de syndicats ». La conclusion est en parfaite harmonie avec tout ce que nous avons vu de la position classique du marxisme : « le processus révolutionnaire balaie les conceptions de l'ouvriérisme réformiste aussi bien que du syndicalisme, dans la réalité historique que nous vivons autant que dans notre programme marxiste. Et il confie l'accomplissement de la révolution à l'action politique de la classe ouvrière ». (II Soviet, 13-4-1919).

Nous verrons dans le prochain numéro comment cette critique de la gauche marxiste italienne contre toutes les formes de spontanéisme et d'immédiatisme, de corporatisme et en particulier de corporatisme d'entreprise permettra au futur Parti communiste d'Italie (fondé à Livourne en janvier 1921) de donner la magnifique exemple d'une tactique vraiment unitaire dans la lutte pour la conquête de la direction des luttes ouvrières. Exemple d'autant plus classique désormais qu'il resta probablement (et malheureusement !) le seul dans la III^e Internationale.

(A suivre)

DISCIPLINE ET SOCIALISME

Le sujet serait vaste et important, mais nous ne précéderons seulement ici d'une résolution du C.C. du P.C. russe sur la « discipline socialiste dans les usines et les chantiers de la région de Toula » que commentait récemment le correspondant à Moscou de l'Unité. Comme il le note du reste lui-même, cette résolution concerne en réalité toute la Russie, car les questions qu'elle traite sont soulevées un peu partout dans les usines et les entreprises soviétiques. Nous en conviendrons volontiers, surtout après avoir lu le fameux « Nouveau règlement de l'entreprise socialiste » que nous avons déjà analysé longuement (voir Programme Communiste n° 35).

Les appels solennels aux ouvriers peu « conscients », peu « respectueux » de la propriété « commune » ne sont pas nouveaux en U.R.S.S., et Khrouchtchev s'était déjà brillamment illustré dans le genre en menaçant de supprimer leurs congés aux ouvriers qui changeaient, trop souvent au gré des dirigeants « efficaces », d'entreprise. Toutefois, la résolution revêt une plus grande importance que les précédentes menaces de sanctions pour les « indisciplinés » : c'est un acte officiel de l'instance suprême du parti gouvernemental, ce qui lui donne pratiquement le caractère d'un décret.

Le texte s'exprime ainsi : « Dans la phase actuelle caractérisée par un intense développement scientifique, par une extension de la production sociale et par l'introduction d'un nouveau système de planification et de direction économique, la discipline devient une condition indispensable du succès ».

En termes choisis, le correspondant de l'Unité nous apprend ce que l'on doit entendre par « indisciplinés » : «...désintéressés pour son propre travail, négligence envers le matériel, manque de soin pour la qualité du produit, pertes de temps et, dans les cas extrêmes, atteintes à la propriété collective ». Le journaliste essaie ensuite de comprendre le sens du texte cité : « Cette affirmation veut probablement souligner que les réformes du mécanisme de planification, les mesures administratives, la liaison plus étroite entre la productivité et le revenu de l'entreprise et de l'individu ne suffisent pas à garantir une grande efficacité, car ce qui décide en dernière analyse, c'est l'attitude des hommes envers le travail ».

Certes, par-delà les réflexions sentencieuses sur l'« éducation » et les tirades sur la « morale socialiste » des politiciens russes, ce qui décide effectivement en matière économique c'est bien l'« attitude » de l'homme envers son travail, c'est-à-dire le rapport qui s'établit entre l'homme et son travail. Mais le seul fait de parler d'un rapport entre l'homme et son travail revient à reconnaître que l'homme et le travail se font face comme deux inconnus, ou mieux, comme deux forces étrangères. Dans le socialisme, celui des marxistes, qui n'est certainement pas celui des correspondants de l'Unité, l'homme et le travail ne peuvent s'opposer

car ils s'identifient ; le travail, dépouillé des formes successives que lui ont imposées les sociétés de classe, n'est plus qu'une fonction naturelle de l'homme. Il n'est donc pas nécessaire que l'homme, individuellement ou collectivement, c'est-à-dire l'espèce humaine, assume une « attitude » envers le sommeil ou d'autres nécessités biologiques élémentaires chez un homme normal.

En Russie et dans le reste du monde, au contraire, le travail s'oppose à l'homme dans la mesure même où il revêt la forme du travail salarié qui impose le mode de production capitaliste. Il suffisait à notre journaliste de réfléchir à la signification du « nouveau système de planification et de direction économique » pour se rendre compte que les « découvertes » du professeur Liberman (tellement apprécié, même en Occident) ne sont rien d'autre que la traduction en russe des lois économiques propres au capital et qui se résument dans ces catégories : marchandises, valeur, profit, prix, capital, travail, rente, etc... Que cela plaise ou non aux économistes ou aux plumitifs, le capitalisme existe là où ces catégories régissent l'activité économique ; et là où le capitalisme existe, la « discipline » aussi, et surtout la pire des disciplines dérivant de la condamnation au travail salarié : la discipline de l'entreprise.

Le marché mondial, la concurrence mondiale imposent à la Russie une production « compétitive » non seulement sur les marchés extérieurs mais aussi, par voie de conséquence, sur le marché intérieur. Pendant un an, deux ans, peut-être trois, on peut produire du blé à des prix exorbitants, mais finalement il faudra acheter du blé argentin ou canadien qui coûte peu et ne déséquilibre pas la balance commerciale extérieure et la balance des paiements. D'où la course des Russes (et des autres capitalistes) aux bas coûts de production, à la haute productivité, aux économies au sens strict. Et comme le prix des marchandises est déterminé par leur valeur, c'est-à-dire par la dépense de travail social nécessaire à les produire, pour abaisser leurs prix il ne reste aux Russes, comme à tous les capitalistes du monde, qu'à produire plus de marchandises dans la même unité de temps. Donc, intensification du travail à l'échelle sociale, partout, sous toutes les formes : discipline et coercition, assaisonnées de primes, de récompenses et de promotions ; amendes, mises à pied, licenciements, combinés aux cours de « rééducation », aux camps de travail ou à l'emprisonnement.

Pour les prolétaires, voilà tous les résultats de la « science économique nouvelle » du professeur Liberman ! Dire que « la discipline est une condition indispensable du succès » revient à peu près à affirmer que le bague à perpétuité est « une condition indispensable » de l'abolition du vol. Voilà tout le « socialisme en un seul pays », frère jumeau du capitalisme dans un seul ou dans tous les pays.

(1) Pour cette partie de l'étude, cf. « Le Prolétaire », n° 39.

Le crétinisme parlementaire

Si notre parti préconise l'abstention aux élections c'est parce qu'il est convaincu — comme nous le montrions dans notre dernier article — que le capitalisme actuel, en dépit des affirmations stipendiées de ses laquais, est toujours ce même mode de production décadent, chaotique et "catastrophique" que Lénine décrivait au début

du siècle en lui prédisant une fin prochaine sous les coups de la révolution prolétarienne internationale. Si la prophétie ne s'est pas réalisée, si l'échec de la révolution communiste en Europe et la dégénérescence du pouvoir prolétarien russe ont assuré à la domination du capital un répit de plusieurs décennies, l'impudence même avec

laquelle la bourgeoisie capitaliste se joue des revendications immédiates de la classe ouvrière démontre que le prolétariat n'existe, en tant que facteur politique et force sociale, que dans la mesure où il est armé de la conviction de la mission révolutionnaire à accomplir et où chacun de ses actes, même s'il est très éloigné de la prise

du pouvoir, se détermine en fonction de cette mission.

Nous examinerons précisément aujourd'hui les enseignements d'une longue phase historique au cours de laquelle la classe ouvrière fut contrainte de limiter son action à la conquête d'avantages immédiats et, dans ce but, à utiliser le cadre juridique légal de la société

bourgeoise. Nous y verrons que cette activité, tout en s'inspirant d'un esprit bien différent de celui qui anime les plattitudes électorales des « communistes » actuels, n'en aboutit pas moins à un opportunisme tout nuisant qui reniait les fondements essentiels du programme historique révolutionnaire de la classe ouvrière.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier international, c'est l'Allemagne, berceau de la social-démocratie, qui offre l'exemple le plus achevé d'un parlementarisme ouvrier de puissance et d'efficacité considérables. Pourtant, c'est de la France même, malgré l'implantation faible et tardive du marxisme dans ce pays, que nous tirerons la preuve de la possibilité et de la réalité, à un moment déterminé de l'histoire, d'une utilisation du parlement bourgeois à des fins ouvrières de classe. Nous montrerons par là, d'une part que les socialistes, lorsqu'ils n'étaient pas encore devenus les "géants loyaux du capitalisme", avaient un comportement parlementaire tout opposé à celui de nos "communistes" actuels ; d'autre part que ces mêmes "communistes", s'ils peuvent se targuer de continuer la tradition du parlementarisme réformiste de Jaures et de Guesde vieillissant et désabusé, n'ont aucun droit à se réclamer de la lutte que le jeune parti ouvrier français, autour des années 1880-1890, et avec ce même Guesde, alors impétueux et enflammé par ses contacts avec Marx, mena en vue de donner au prolétariat de France, un parti de classe, un parti marxiste.

Une seule page en effet, dans l'histoire des socialistes de ce pays, mérite d'être retenue : celle qui fut écrite lors du réveil ouvrier qui succéda à la terrible épreuve de la répression de la Commune de 1871. Il suffira de peu d'exemples pour montrer avec quelle fougue et quelle violence incendiaire trois ou quatre socialistes affrontaient les "honorables représentants" de la bourgeoisie. Ainsi, en 1886, à la suite d'une grève à Decazeville au cours de laquelle les mineurs, exaspérés par la répression, tuèrent un ingénieur exécuteur des basses œuvres de la Compagnie minière, le socialiste Basly, dans un discours préparé par J. Guesde, n'hésita pas à justifier l'acte de révolte des grévistes devant une Chambre suffoquée d'indignation. Le jour suivant Guesde écrivait dans son journal : "Les classes et leur lutte totale ont fait leur entrée au parlement, séparés par leurs morts qu'elles se sont mutuellement jetés à la tête... Spartacus n'est pas aux portes, il est dans Rome, prêt à l'ouvrir à ceux du dehors qui, d'un bout à l'autre du pays noir, du monde des esclaves, répondront par une longue clameur de triomphe à leur drapeau planté comme un poignard au même de l'ennemi ».

Qu'à cette époque-là, tout souci électoral fut, non seulement banni de l'esprit des socialistes marxistes, mais encore stigmatisé à l'égal d'une trahison, la scission du Parti Ouvrier Français, deux ans à peine après sa naissance, est là pour le prouver. Ce parti, créé en 1880 sur la base d'un programme rédigé par Marx et Guesde, fut en France la seule organisation érigée à partir d'une rigoureuse adhésion à la conception marxiste. En 1882, bien que leur parti fut extrêmement faible et peu connu, ses chefs n'hésitèrent pas à rejeter impérieusement de son sein tout une aile opportuniste qui, précisément, voulait modifier le programme initial dans le but d'obtenir plus de voix aux élections. Ainsi à cette grande époque de réveil prolétarien, le parti de la classe ouvrière, pourtant réduit à une poignée de militants, n'admettait aucune infraction à ses principes révolutionnaires de classe. Contraint d'utiliser les élections et le parlement comme seul moyen de faire entendre la protestation des classes exploitées il le faisait sans aucune concession de principe, ne se lassant pas d'affirmer, hautement et en tous lieux, que la seule solution possible à ce qu'on appelait alors la "question sociale" était la solution révolutionnaire.

Présenter un candidat socialiste aux élections, c'était alors riposter le plus souvent à une offensive de la bourgeoisie. C'était se hisser au parlement, non pas pour y observer les rites serviles de l'administration bourgeoise des affaires politiques,

mais pour y crier la colère et la volonté de révolte des masses opprimées. Ce fut notamment le cas de l'élection de Lafargue, riposte à la meurtrière répression du 1er mai 1891 à Fourmies, à propos de laquelle le candidat socialiste s'adressait en ces termes à ses électeurs : « Vous aurez à juger cette république bourgeoise qui, fondée grâce à vous, au prix d'efforts et de sacrifices sans nombre, n'a su depuis vingt années de patience et de misère mises généreusement à son service, qu'augmenter les charges budgétaires, encourager les tripotages financiers et frapper le pain et la viande de droits affameurs. Vous aurez enfin à juger cette société capitaliste qui, concentrant de plus en plus en des mains fainéantes les moyens de production industriels et agricoles, multiplie le nombre de prolétaires sans propriété, les transforme en machines à profits, eux, leurs femmes et leurs enfants, et prétend payer sa dette aux producteurs ainsi dépouillés de leurs produits, avec le bureau de bienfaisance et l'hôpital ! ». Durant une quinzaine d'années, de 1880 à 1895, il n'y eut pas une élection, générale ou partielle, municipale ou législative qui ne servit de prétexte à l'affirmation véhémement de la révolte du prolétariat par la bouche des candidats de son parti. Le parlementarisme ouvrier n'avillissait pas alors la lutte de classe, il en était le vivant reflet.

Depuis que le « communisme » à la mode russe ou chinoise s'est réduit à une doctrine d'Etat qui diffère de moins en moins de l'idéologie qui a cours dans les pays capitalistes, on en est venu, à force de compromis et de falsifications, à oublier que les partis communistes se sont constitués, en 1919 et 1920, sur la base d'une condamnation formelle du réformisme et, en particulier, de ses prétentions à émanciper le prolétariat par la voie parlementaire. L'Internationale communiste restaura le marxisme révolutionnaire trahi par la Seconde Internationale en proclamant la clôture définitive de la perspective dans laquelle celle-ci s'était fourvoyée : vers 1890, on pouvait supposer de bonne foi que la transformation socialiste de la société pourrait survenir à la suite d'un ralliement massif du corps électoral au programme des députés socialistes. C'était un révisionnisme par rapport à la doctrine élaborée vers 1848 dans le sang de la révolution battue ; mais ce révisionnisme n'avait pas encore été outrageusement démenti par les événements. Après 1914, cette hypothèse n'était plus défendable : pour s'y être tenue en dépit de tous les avertissements prémonitoires, l'Internationale socialiste avait sombré dans la honte, collaborant aux gouvernements de guerre et soutenant impudemment l'acte le plus barbare perpétré durant un siècle de capitalisme. Du même coup se trouvait confirmée, contre le révisionnisme des social-démocrates, l'analyse initiale du capitalisme comme système de misère et de catastrophe et la formule de la dictature du prolétariat comme seul moyen de l'abattre.

Il est nécessaire de ne pas perdre de vue le contenu de ce tournant décisif du mouvement ouvrier en examinant l'usage que la III^e Internationale fit des élections. Quoique dénouant le parlement comme un organisme exclusivement au service des classes dominantes, selon la

De cette période faste de l'activité parlementaire du parti du prolétariat, la classe ouvrière, à dire vrai, retira peu d'avantages substantiels en matière d'amélioration de ses conditions de vie et de législation sociale. Ces améliorations s'obtinrent dans la rue, non à la tribune et le compte serait vite fait des mesures officielles prises au parlement sous la pression des députés socialistes en faveur des classes salariées durant les quinze années évoquées ci-dessus. Du moins l'activité de ces députés ne comportait-elle aucune concession de principe à l'idéologie et aux impératifs de la bourgeoisie : le souci d'éviter toute compromission était tellement ancré dans les organisations socialistes que, même après qu'elles eussent perdu leur ardeur révolutionnaire, elle n'en continuait pas moins, suivant un scrupule méticuleusement codifié, à refuser de voter le budget, même lorsqu'il comportait des mesures favorables à la classe ouvrière ! Plus encore que cette réserve et ce souci de ne jamais aider les partis bourgeois dans leur tâche d'administration des affaires du capitalisme, le langage des députés socialistes contribuait à ôter aux ouvriers l'idée qu'une unité de vue serait possible, sur n'importe quel point, entre les partis de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie. Qui vient en son temple dénoncer, attaquer et insulter, même en vain, l'idéologie de la classe dominante, œuvre encore en faveur de

la révolution. Pour juger du chemin parcouru depuis cette époque par le parlementarisme d'opposition, il suffirait de confronter ce langage des socialistes de la grande époque avec celui que tiennent les « communistes » dégénérés d'aujourd'hui. Ces derniers n'avaient à l'égard de la politique du gouvernement que de timides réserves sur le lieu et le but de l'activité parlementaire, ceux-là n'avaient dans la bouche que des paroles d'apostrophe, de vindicte et de révolte.

Cependant une telle activité parlementaire de classe ne pouvait se poursuivre sans compromis que pour autant que des améliorations pouvaient être arrachées à la discipline sociale du capitalisme sans compromettre véritablement les bases de sa domination. Cette faculté devait disparaître avec l'extinction de la phase dite "libérale" de l'expansion bourgeoise. Faute d'avoir compris ceci à temps, les socialistes de la Seconde Internationale dérogèrent progressivement à l'attitude de rigoureuse intransigence adoptée antérieurement à l'égard des promesses trompeuses de la démocratie bourgeoise. Suivant deux processus parallèles, en même temps que la domination du capital prenait la forme barbare de l'impérialisme, le mouvement socialiste s'éloignait toujours plus de sa doctrine révolutionnaire initiale ; double évolution qui devait aboutir à l'éclatement de la première guerre mondiale et à la dé-

générescence de l'organisation internationale du prolétariat.

Quand la guerre de 1914-18 fut toute proche, on s'aperçut, presque à quelques heures du premier coup de fusil, que la plupart des députés socialistes, dans tous les pays belligérants, trahissaient cyniquement les promesses solennelles qu'ils avaient faites aux ouvriers dans les années précédentes et selon lesquelles ils s'engageaient — en vertu notamment du fameux amendement de Lénine-Rosa Luxemburg, au Congrès International de Stuttgart — « à utiliser les misères provoquées par une guerre éventuelle pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter le renversement du capitalisme ». Bien loin de s'orienter dans cette voie révolutionnaire, la grande majorité des socialistes allemands et la totalité des socialistes français se firent, dès les premiers jours d'août 1914, les apologistes les plus forcenés du massacre impérialiste, devenant les instruments serviles de la politique d'Union sacrée, se pliant docilement aux exigences les plus exorbitantes de l'Etat-Major et des partis de la réaction. Mieux que toute démonstration théorique (et celle qu'en fit Lénine en 1916, reste l'analyse la plus achevée du phénomène impérialiste), cette ignoble trahison de la Seconde Internationale révélait aux masses prolétariennes vouées au charnier que c'en était désormais fini de toute possibilité d'une « utilisation ouvrière » du parlement bourgeois et de tout rêve d'évolution pacifique de la société vers le socialisme.

Le "parlementarisme révolutionnaire" dans la phase impérialiste

plus pure orthodoxie marxiste, l'Internationale communiste n'en décida pas moins de participer aux élections et d'envoyer des députés siéger au parlement.

Dans l'esprit de ceux qui la préconisèrent (Lénine et Trotsky en particulier), cette utilisation de l'activité électorale ne contredisait pourtant pas la condamnation de principe de la « voie parlementaire » du socialisme. Elle n'était admise, en effet, que comme tactique, et c'est sous cet angle qu'il convient de la juger. Toutefois, avant de procéder à cet examen et pour répondre à la falsification impudente qui veut justifier le parlementarisme actuel des communistes dégénérés en se référant aux positions de Lénine sur ce sujet, il est nécessaire de souligner énergiquement l'esprit révolutionnaire, perturbateur, anticivique, anti-démocratique et anti-national dans lequel Lénine concevait la présence de députés communistes au Parlement. Il suffit pour cela de citer les passages les plus significatifs des thèses du 1er Congrès de l'Internationale communiste qui, rédigées de la main-même de Lénine, tiraient à boulets rouges sur les illusions démocratiques, répétant sous diverses formes que la victoire du prolétariat ne saurait être possible par l'utilisation légale et pacifique de la structure juridique de la société bourgeoise.

S'en prenant à un concept qui n'est autre que celui de la « démocratie véritable » préconisée aujourd'hui par les communistes dégénérés, ces thèses affirmaient que « dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général : il n'y a que démocratie bourgeoise ». Elles rappelaient que « l'Histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politi-

que et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime et qu'ont toujours opposée les exploités ». Les thèses de Lénine soulignaient que la bourgeoisie elle-même n'était parvenue au pouvoir que par la dictature révolutionnaire et que c'était autrefois, avant la faillite de la Seconde Internationale, une vérité acceptée par tous les socialistes que celle qui concernait la nécessité de la révolution violente et de la dictature prolétarienne pour parvenir au socialisme : « Tous les socialistes, en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes ».

Après une lecture objective de ce texte, dans lequel Lénine soulignait encore que « la valeur de la Commune fut d'avoir tenté de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée... », il n'est pas possible de conclure de bonne foi que l'utilisation du parlement, selon les directives de Lénine et de la III^e Internationale avait quel que chose de commun avec l'électoratisme présent du P.C.F. qui n'a en vue que la « rénovation de la démocratie ».

L'utilisation des élections et du parlement bourgeois telle que la concevait l'Internationale communiste a pu être appelée « parlementarisme révolutionnaire » dans la mesure où elle n'avait pour objet que de préparer la destruction insurrectionnelle de l'Etat bourgeois et de tous ses organismes « représentatifs ». Il s'agissait d'envoyer des communistes au par-

lement, non pour y promulguer de « bonnes lois » ou de belles réformes, mais pour y dénoncer l'exploitation de classe au niveau de l'administration officielle des affaires capitalistes, y révéler les manœuvres scandaleuses du grand capital, y démythifier les mesures prétendument « d'intérêt public », y stigmatiser la spoliation en grand de la force de travail, etc. Il fallait en un mot utiliser le parlement comme tribune de propagande destinée à faire entendre la protestation révolutionnaire jusque dans les couches exploitées les plus éloignées de la vie publique. On peut aisément mesurer quel abîme sépare cette utilisation révolutionnaire du parlement de celle qu'en font aujourd'hui les renégats des divers P.C. d'occident : l'I.C. envoyait les communistes siéger dans l'enceinte sacrée, non pour collaborer aux travaux de l'organisation bourgeoise, mais avec la mission expresse de les saboter, alors que leurs héritiers indignes ne se bornent pas à observer scrupuleusement les rites de la courtoisie démocratique, ils se vantent de détenir le moyen d'assurer la stabilité gouvernementale et de prévenir les crises de majorité !

Bien que dictée par le seul souci de lutter contre l'administration capitaliste jusque dans ses organismes dirigeants, bien qu'essentiellement préoccupée d'appuyer la lutte de classe par la propagande de la tribune parlementaire, la tactique de la III^e Internationale devait se révéler désastreuse en ce domaine car elle aboutit à la longue à redonner à la vieille pratique électorale des socialistes réformistes le prestige que, dans certains pays et à un moment donné elle avait perdu. A ce point du présent historique, il nous faut parler des positions prises dans l'I.C. par notre propre parti qui fut le seul, dans toute l'Internationale, à faire de sérieuses réserves sur ces dangers du « parlementarisme révolutionnaire » et à les combattre. Mais cette lutte, ainsi que les conséquences ultimes de la tactique parlementaire de l'I.C. devront faire la matière d'un autre article dans notre prochain numéro.

CRIMES DU CAPITAL

(Suite de la 1re page)

Seul notre courant affirmait alors, reprenant les thèses de Lénine, que la seconde guerre mondiale avait été une guerre impérialiste pour le repartage du monde entre les grands groupes du capital financier mondial, et non une guerre de la démocratie contre le fascisme. Et que cette guerre se terminait par le triomphe de l'ennemi le plus implacable du socialisme et du prolétariat mondial, cet impérialisme américain qui allait se révéler bientôt comme le despote du marché mondial, et donc comme le gendarme mondial de la bourgeoisie, bourreau sans pitié des peuples coloniaux. Nous affirmions aussi que si les fascismes allemand, italien et japonais avaient été vaincus dans la guerre, le fascisme, comme forme de domination du capital parvenu à un haut degré de concentration, avait, lui, gagné la guerre et qu'il allait, de plus en plus, gagner la paix, c'est-à-dire introduire en pleine période de « paix », sans que la guerre soit officiellement déclarée, les atrocités dont s'était rendu « coupable » le fascisme hitlérien.

Il aura fallu plus de vingt ans pour que les démocrates et les progressistes qui chantaient alors la victoire de la Liberté et de la Civilisation se rendent compte qu'il y a vraiment quelque chose qui ne va pas dans ce monde. Et voilà que, tels des taupes obstinées, ils se remettent à fouiller dans la même direction.

Les moins myopes, tel ce Campagnolo, en arrivent à la conclusion « qu'il est aujourd'hui une "question internationale" à laquelle aboutissent tous les problèmes majeurs de notre temps » et ils opposent à la tentative Russel-Sartre la nécessité de « rechercher les causes les plus lointaines de la violence internationale en remontant aux structures du système dans lequel s'inscrivent les faits et les actions des Etats ». Campagnolo ne peut comprendre que c'est l'existence même de ces Etats, souverains et indépendants qui est la cause même des conflits, et non le système de rapports dans lequel ils entrent. Encore est-il moins myope que les stalinien ou les transfuges du stalinisme (il semble que ce dernier ne pardonne pas à l'intelligence), tel Claude Roy qui répond (« Le Monde » du 14 janvier) à Campagnolo « Je suis loin de considérer comme négligeable une telle recherche (celle des causes les plus lointaines de la violence internationale), mais elle implique précisément, aussi et d'abord, la recherche immédiate (souligné par Claude Roy) des causes immédiates (id) de la violence immédiate (id) que les Etats-Unis font au peuple vietnamien ».

Nous constaterons, en passant, que c'est encore chez les stalinien, ou les anciens stalinien, que le crétinisme démocratique et "nurembergien" a exercé les ravages les plus irréparables, mais l'essentiel reste que la pensée bourgeoise est incapable de s'élever à la compréhension véritable du mouvement de l'histoire.

Ni Roy, ni Campagnolo, ni Russel ou Sartre, « lumières de notre temps », ne peuvent comprendre que la fameuse « ques-

tion internationale » est celle de la domination mondiale du mode de production capitaliste et qu'elle ne se pose que parce que le capitalisme a depuis longtemps rempli sa tâche, qu'il a fait son temps.

Ni les uns ni les autres ne peuvent comprendre que seul le prolétariat peut la résoudre, à travers la reconstruction de son organisation internationale de lutte, par l'assaut violent aux Etats nationaux et la destruction du « système dans lequel s'inscrivent leurs actions ».

Aucun intellectuel bourgeois ne peut non plus comprendre que le jour où le prolétariat à l'attaque s'emparera des chefs des Etats bourgeois, criminels ou non, il les exécutera. Sans jugement. Parce que pour le prolétariat, il n'y a qu'un seul responsable, le mode de production capitaliste dont ces hommes ne sont que les instruments, aveugles, mais obstinés.

Sans jugement, mais pas par vengeance. Simplement parce que la destruction du capitalisme implique la nécessité d'une dictature, provisoire mais impitoyable. Le prolétariat ne s'abaisse pas à cacher son but qui est le renversement par la violence, d'une société saturée de violence. C'est cette société elle-même qui lui aura montré l'inutilité des farces judiciaires et la vanité de « l'exemple ». Le prolétariat relèguera le tribunal au musée, mais sa dictature, débarrassée de toute justification morale, n'en sera que plus écrasante.

Chez les postiers

(Suite de la première page)

«...d'ailleurs accordées quand les chandelles de la fête sont depuis longtemps éteintes.

Cette démagogie a tout de même ses revers. Enfermée dans le cadre légalitaire des « préavis », se contentant de pourcentages élevés de participation aux arrêts de travail sans trop se soucier de leurs résultats effectifs, la C.G.T. s'est trouvée, à la longue, prise à son propre jeu. Ce jeu c'est celui du « risque calculé » ; pour bien le pratiquer, encore faut-il calculer juste. Pour améliorer les « compensations » de fin d'année, la C.G.T. appelle à la grève. Mais ces compensations, l'Administration ne les accorde qu'à la condition qu'il n'y ait pas, durant la période, d'arrêts de travail. D'où ce cercle vicieux : faire grève avec l'espoir d'avoir plus, mais la certitude de perdre ce qui est déjà acquis. Une autre conséquence de cette contradiction s'est révélée cette année avec force.

Les loisirs c'est bien beau, mais pour en jouir il faut de l'argent. Pour en trouver, les Postiers, en masse, se sont mis à faire des heures supplémentaires. Cette ruée de toute évidence réduisait à néant tout espoir de plier l'Administration par la paralysie du trafic. Devant l'aveu, par le syndicat, de son impuissance à faire cesser cette pratique, les mouvements de grève ont été très irrégulièrement suivis et, en certains lieux, comme Marseille par exemple, ont provoqué, non seulement des défections nombreuses, mais même de véritables protestations.

Force Ouvrière, dans ces conditions, a beau jeu de stigmatiser cette « agitation stérile ». Sarcas-tique, elle en fait minutieusement le procès dans son journal « L'Allège » (numéro de décembre-janvier) qui, sous le titre ironique de « 20 ans

de cinéma », écrit : « Les bureaux-gares représentent des concentrations humaines importantes... habilement encadrés par une minorité prête à tout (c'est bien une façon de parler — NDR — lorsqu'il s'agit de « la C.G.T. et son parti tuteur »)... « les agents qui composent ce personnel sont jeunes, peu familiarisés avec l'action syndicale... les conditions de travail sont rudes... les conditions de titularisation sont sévères ; un mouvement de révolte fait parfois du bien. Tant pis s'il s'apparente à l'inutile Jacquerie. La C. G. T. profite pleinement de cette psychologie. Depuis 1947 elle joue des bureaux-gares comme une virtuose, elle y détient la majorité absolue. Depuis 20 années les grèves sporadiques, désordonnées, inefficaces ne se comptent plus. Tous les moyens d'action ont été galvaudés. Tout cela pour rien. »

Ces critiques sont plus que fondées sans doute, mais il n'est pas difficile de donner des leçons de syndicalisme à l'actuelle C. G. T. F. O. ne s'en prive donc pas :

« La grève — poursuit « L'Allège » — est l'arme suprême avec laquelle il ne faut pas jouer... Elle est un fait exceptionnel dont le déclenchement doit être étudié sous tous les aspects. On n'a pas le droit de perdre une grève. Sa limitation dans le temps n'est pas possible ; une grève se mène jusqu'à satisfaction des revendications ». Comme cela est élégamment dit ! Avec un certain toupet toutefois de la part d'un syndicat qui (avec la complicité tacite de la C. G. T. d'ailleurs) a fait perdre la grève de 1953, une vraie grève, celle-là, une grève illimitée, que F. O. interrompit en donnant l'ordre de reprise de travail sans aucune « satisfaction des revendications » !

Mais chez F. O., l'art est encore plus aisé que la critique et il se résume en une explication unique : le vice de la C. G. T., c'est la politique. « Le Pouvoir — écrit « L'Allège » — mène une certaine politique extérieure... Le parti qui dirige la C.G.T. est d'accord avec cette politique. De là à penser que la C. G. T. brasse du vent face à la politique économique afin de laisser les mains libres au Pouvoir, il n'y a qu'un pas que nous franchissons bien allègrement ». C'est « bien allègrement » en effet que Force Ouvrière « brasse » ses lieux communs traditionnels sur « l'inféodation » de la C. G. T. sans prendre la peine — et pour cause — de préciser, non pas à quel parti mais à quelle classe sociale, la C.G.T. est inféodée. Cette vieille chanson, nous sommes quelques-uns, postiers internationalistes, à bien la connaître. Pour avoir dénoncé en leur temps les mobiles non-prolétariens des « grèves Molotov » de 1947, nous n'avons pas pour autant accepté la scission syndicale, ni choisi entre la peste du stalinisme et la choléra du réformisme démocratique national. Si cela avait une utilité de dénoncer la liaison entre les tournants politiques de la C.G.T. et ceux de la politique russe à l'époque où l'alignement des communistes impliquait la renonciation à leurs principes initiaux de classe, cela n'a plus aucun sens depuis que ces mêmes communistes se sont transformés en patriotes convaincus, en partisans fervents de la grandeur nationale, en défenseurs fidèles de la production française. Avec ou sans sourires de Kossyguine à De Gaulle, avec ou sans « ouverture » à l'Est du capitalisme français, le P.C. et, à sa suite la C.G.T., sont désormais des inconditionnels de la collaboration de classe. Et si vous, messieurs de F.O., vous acharnez autant à le contester, c'est parce que cette ligne est votre ligne et qu'il suffirait d'une simple conjoncture électorale pour vous revoir, comme Jouhaux et Frachon, en 1936 et en 1945, bras-dessus, bras-dessous.

« La division syndicale — écrivez-vous encore — affecte uniquement la France et l'Italie par l'existence dans ces deux pays de syndicats communistes et chrétiens relativement importants. Cela n'est pas sans rapport avec le fait que la France et l'Italie tiennent la lanterne rouge au point de vue de la condition ouvrière. Face au même capitalisme, Allemands, Belges, Luxembourgeois sont unis dans leurs syndicats : ils progressent. Les travailleurs italiens et français eux n'ont à opposer qu'un mouvement ouvrier divisé : ils stagnent. » Décidément

on aura tout vu : même F.O. se poser en champion de l'unité. Cette division, messieurs les « frères-ennemis », n'est que reflet des contradictions qui divisent vos maîtres. Vous avez chacun votre clientèle et en êtes responsables auprès du capital : à F.O., les employés et fonctionnaires petits-bourgeois, à la C.G.T. les catégories prolétariennes ou proches du prolétariat. C'est seulement lors des grandes crises historiques, que le capital vous a permis de les « unifier », soit parce qu'il fallait « pourrir les grèves » sur le terrain économique, comme en 1936, soit parce qu'il était urgent d'atteler les ouvriers aux sacrifices de la Reconstruction capitaliste, comme en 1945. Mais « entre temps » vous servez mieux les intérêts du capitalisme en vous divisant le travail et en vous opposant en querelles fallacieuses pour mieux duper les prolétaires abusés par vos propagandes respectives.

F.O. prétend que le syndicalisme « communiste » stagne ? C'est peu dire : il dégénère et, précisément, parce qu'il rejoint les mêmes principes que celui de F.O. : réforme et non pas révolution, défense de la démocratie et non dictature du prolétariat. Un point reste toutefois à préciser. F.O. appelle de ses vœux un syndicalisme de type anglais, allemand, belge, etc... et, peut-être, la ruine de ce espoir signifierait-elle la renaissance du nôtre. Ce type de mouvement a joué durant des décennies le rôle d'intermédiaire entre donneurs de force de travail et entrepreneurs capitalistes, assurant aux premiers quelques bribes de « bien-être », mais garantissant les seconds contre toute crise révolutionnaire. Mais il a fait son temps, devant d'ailleurs tout son prestige et sa puissance aux luttes grandioses d'une époque que ne connaissaient pas l'opportunisme. Il décline dans les pays où il a connu son apogée et ne peut se développer dans les pays qui ont ignoré cet âge d'or du réformisme. Il est le produit de la phase ascendante du capitalisme, il ne saurait s'épanouir dans sa phase de déclin. Ce cas précis de la Poste illustre ce fait. Il s'agit d'un secteur qui n'est pas directement rentable et n'intéresse donc plus l'Etat aux mains du grand capital : recrutement de plus en plus réduit de personnel qualifié ; afflux croissant d'auxiliaires sans formation ; insuffisance de moyens techniques artisanaux face au trafic grandissant ; primauté de la messagerie commerciale sur la missive personnelle ; avantage à la grande presse au détriment des lettres, etc... Voilà le tableau sans fard de la Poste moderne dans laquelle F.O. croit pouvoir implanter ses perspectives de puissant syndicalisme réformiste. Un secteur d'activité laissé à l'abandon n'offre aucune chance à la prolifération escomptée d'une « aristocratie ouvrière ». Mais la moindre des modernisations techniques qui s'imposent pour lui permettre simplement de fonctionner peut, par contre, modifier ce milieu professionnel dans le sens que nous souhaitons. Il suffira par exemple que se poursuive la mécanisation déjà amorcée pour que la psychologie traditionnelle et artisanale d'employés cède le pas à une psychologie de prolétaires salariés qui, face à un « despotisme de fabrique » de type industriel, auront des besoins autrement impératif que les « compensations » de fin d'année. Cette radicalisation sera pour nous, postiers internationalistes, la compensation de l'attente inactive et impuissante à laquelle nous ont réduits « 20 ans de cinéma » pseudo-revendicatif.

Grèves longues trahies par F.O. comme celle de 1953, grèves courtes perdues d'avance comme celles qu'organise la C.G.T. en fin d'année, toutes se font sous le signe d'une réforme impossible du système social actuel ; toutes se refusent à affortir les deux revendications fondamentales communes à tous les salariés : augmentation générale des salaires, réduction de la journée de travail. Ces revendications, de par leur nature unitaire impliquent un mode d'action approprié : la grève généralisée menée jusqu'à complète satisfaction. Si on nous objecte que cette lutte sera longue et difficile à faire accepter aux postiers découragés et écourés, nous dirons que c'est une raison de plus pour en formuler tout de suite l'impérieuse exigence.

Résultat des "grèves-escarmouches"

Au moment où nous écrivons ces lignes les dockers du port de Marseille sont sur le point de reprendre le travail la tête basse, exactement aux mêmes conditions que celles qu'ils avaient trouvées intolérables et qui avaient motivé leurs récents mouvements. Quand cette note paraîtra, une nouvelle défaite sera inscrite au palmarès déjà lourd des « grèves-au-détail ».

Les dockers avaient déclenché des arrêts partiels de travail pour protester contre la non-satisfaction de revendications promises depuis des mois et sans cesse ajournées. Ils avaient inclus dans cette action le refus des heures supplémentaires et il est significatif que ce soit apparemment là le motif qui déclencha la réaction brutale du patronat : le lock-out général décidé par les Compagnies d'Acco-nage. Du côté syndical, le scénario classique fut parfaitement observé : délégation auprès des autorités, du maire, du ministre ; aucune tentative sérieuse d'élargir la lutte par la solidarité des

catégories les plus proches, et, surtout, les jérémiades non moins classiques sur la « complicité du pouvoir » et sur les effets désastreux du détournement des navires sur Bordeaux pour le commerce et la prospérité de « notre port », de « notre région », etc...

Le temps nous manque pour donner ici une analyse complète de cet énième échec de la guérilla revendicative orchestrée par les trois grands syndicats de collaboration de classe. Mais nous pouvons d'ores et déjà conclure qu'il en a été de même pour les dockers ces jours derniers que pour les métallurgistes l'année dernière : d'action, telle que la conduit un syndicalisme qui n'a plus d'ouvrier que le nom, a des résultats catastrophiques pour les catégories salariées et il est grand temps que celles-ci prennent conscience de la nécessité de revenir de toute urgence à leur seule et véritable arme de défense : la grève unitaire de classe.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1966

Liste N° 11

Pierre soutien, 7; Beppi Venise, 15; Philippe II, 5; Paris, 32; Mario Livan, 10; Bruno, 10; Lasté, 10; Maurice, 10; Nino, 5; Piero, 10; Ernest, 13; Alain, 20; Ferruccio, 10; L'Alouette, 20; Cecchino, 10; Monti, 10; Paris, 39,10; Paris, 60; Suzanne, 40; Christian, 20; Alfred, 20; Arthur, 20; Alfred II, 20; François, 20; Lucien, 20; R. et R., 40; Alfred, 5; Soutien Michel, 8; Soutien Paul, 18; Soutien Jean, 8; Réunion Publique Marseille, 45; Pour la Presse, 5;

Pierre, 60; Christian, 10; Jean, 5; Etienne, 5; Marcel, 1; Paul, 1; Claude, 1; Bernard, 1; Raymond, 1; Roger, 1; Antoine, 1; J. P., 1; André, 1; Jef, 1; Jox, 5; Matthias, 2; Georges, 3; Maurice, 2; Louise, 1; Gilbert, 2; Grégoire, 1; Edmond, 1; Marc, 1; Léon, 1; David, 1; Simon, 1; François, 1; Bruno, 1; Robert, 1; Camille, 1; Marcel, 1; Suzanne, 10; Denis, 5; Daniel, 5; Lucien, 2; Ernest, 5; Francis, 2; André, 1; Emile, 5; Yves, 5; Emile II, 7,50; Gérard, 15, 29; Bice, 75; François, 40; Dominique, 15; Vive leProlétai-

re, 10.

Total précédent 5.903 F. 58

Total liste n° 11 745 F. 70

Total général année 1966

6.649 F. 28

1967

Liste N° 1

Soutien Raymond, 8; Riccardo, 20; Gérard, 5,56; Soutien Alain, 8; Jean, 1; Louis, 1; Daniel, 1; Louise, 1; Etienne, 1; Roger, 1; Simon, 1; Maurice, 1; Raymond, 1; Antoine, 1; Lucien, 10; Riccardo, 20; Christian, 10; Alfred, 5; Arthur, 5; Michel, 2; Paul, 2; Marcel, 2; Emile, 2; Bernard, 2. Total liste n° 1 = 111 fr. 56.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

3 et 5 boulevard Desplaces

M A R S E I L L E (X^{III})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris

Distribué par les N.M.P.P.

PERMANENCES A MARSEILLE

le samedi 4 février et le vendredi 17 février, de 17 h. 30 à 20 h. 30, au siège du journal, 7, cours d'Estienne d'Orves.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.